



Compte Rendu Comité Technique emploi

Le 13 janvier 2015 était convoqué le Comité Technique (CT) devant traiter des suppressions d'emploi dans notre département.

En novembre 2014, à la suite du Comité Technique Ministériel, nous vous avons très rapidement annoncé les 9 suppressions qui allaient de nouveau grever les effectifs de notre département.

Les documents de CT nous ont précisé les postes concernés :

- Direction : 1 IP, 2A, 1B et 2C (dont 1B et 1C à l'équipe de renfort)
- PCE : 1 A
- SIP-SIE de Briançon : 1 C
- Trésorerie de Tallard : 1 C

Nous le savons, les actions autour de ce CT n'entraînent pas de miracle, mais les suppressions d'emplois sont à la base de tous nos maux et notre action autour de cette instance ne peut se réduire à un simple boycott.

Le 6 janvier, nous avons réunis l'intersyndicale qui a décidé d'une action commune.

Nous nous sommes donc rendus à la première convocation du CT et avons lu la déclaration commune ci jointe.

Les représentants des personnels n'ont pas assisté au CT emplois mais ont exprimé le besoin d'échange des agents avec leur direction locale.

Le 29 janvier, les syndicats CGT, Solidaires et FO ont donc organisé une rencontre dans le cadre des HTI (Heures Trimestrielles d'Information) entre les agents et Philippe Baudier, Directeur Départemental des Finances Publiques et Jean-Luc Lefevre Responsable du Pôle Ressources.

Malgré des conditions climatiques difficiles, ce sont prêts d'une centaine d'agents qui sont venus exprimer leurs questionnements ou simplement écouter.

Les représentants du personnel ont introduit la rencontre en mettant l'accent sur les 60 suppressions d'emplois depuis 2004, sur les difficultés et le mal être croissants des agents.

Côté personnel, les interventions ont principalement porté sur :

- les incertitudes sur les réformes à venir
- les difficultés d'exercer les missions avec toujours moins de personnels
- les tensions avec les contribuables
- la pression des chefs de services, le manque de confiance, l'ambiance de travail
- les tensions entre agents

Toutes ces interrogations avec un seul point d'orgue, le manque de personnel.

Côté direction, le directeur a annoncé comme seules réformes à venir le PELP, Pôle d'Évaluation des Locaux Professionnels et le PCR, Pôle de Contrôle des Revenus Patrimoniaux .

Le regroupement des SIE, en particulier de l'accueil ne serait pas à l'ordre du jour.

Aucune fermeture de structure, même petite n'est envisagée.

Selon le DDFIP, la densité du réseau des Hautes Alpes est bien en deçà de celle d'autres départements.

Philippe Baudier nous a annoncé que lors des dialogues de gestion avec les chefs de service, il envisage de neutraliser les statistiques.

Les organisations syndicales sont intervenues pour souligner que certaines nouvelles structures ne sont connues que lors des mouvements de mutation, par l'arrivée de personnel dans les départements où elles s'installent.

La fermeture de l'accueil des SIE a été à l'ordre du jour d'un Comité Technique de Réseau et nos inquiétudes ne sont pas sans fondement.

De plus, les Hautes Alpes ont été pendant longtemps un département faire-valoir des directions locales candidates à toutes les expérimentations. Les agents sont dubitatifs quant à la pérennisation de leur poste et cela crée un sentiment d'insécurité.

Concernant la pression des indicateurs, ceux-ci ont été fortement allégés mais cela s'est peu vu dans les services : les échéances sont toujours là, la polyvalence et le toujours plus de technicité aussi.

Le directeur local semble plus à l'écoute et plus en empathie que son prédécesseur (pas une performance en soi), mieux au fait de nos problématiques et interrogation.

Il n'en exerce pas moins sa mission.

Les élu-e-s au Comité Technique :

Cécile Mazaud – Patrice Gasiglia – Caroline Perez

Nathalie Ghio – Christian Schuller – Blandine Gilbert